

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/478</b>		
<b>CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DU VAR - AMENAGEMENT DE LA PHASE N°2 DE L'AVENUE JEAN MONNET ET CREATION D'UN GIRATOIRE SUR LES RD 76 ET 276 - COMMUNE DE LA CRAU - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON.

**ABSENT :**

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/478**

**BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2022**

**O B J E T : CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DU VAR -  
AMENAGEMENT DE LA PHASE N°2 DE L'AVENUE  
JEAN MONNET ET CREATION D'UN GIRATOIRE SUR  
LES RD 76 ET 276 - COMMUNE DE LA CRAU -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°G77 de la Commission Permanente du 27/06/2022,

**VU** la délibération n°21/228 du Bureau Métropolitain en date du 26/04/2021 relative à l'aménagement d'une partie de l'avenue Jean MONNET sur la RD276 à La Crau,

**VU** le projet de convention ci-annexé,

**CONSIDERANT** qu'une convention pour le projet d'aménager une première portion de l'avenue Jean Monnet, sur la RD 276, à l'intersection de la rue Jean-Mermoz jusqu'à l'intersection de la rue du Vignoble à La Crau, a été signée le 21 juin 2021,

**CONSIDERANT** le projet d'aménager la deuxième partie de l'opération du carrefour RD76 / RD276 et le lotissement Terre des Vignes,

**CONSIDERANT** que cette opération a pour objectif de requalifier la voie en lui conférant un environnement plus urbain et de sécuriser la circulation de tous ses usagers automobiles, piétons et cyclistes,

**CONSIDERANT** que les travaux consistent en la réalisation de :

- La réfection de la voie de roulement,
- La création d'un réseau d'assainissement des eaux pluviales,
- L'amélioration du réseau électrique public,
- La réalisation d'un espace partagé (déplacement en mode doux piétons/vélo),
- La création d'un giratoire,
- La remise aux normes de la signalisation horizontale et verticale,
- Les aménagements paysagers (plantation d'arbres d'alignement et création d'un réseau d'arrosage),

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre de cette opération et qu'il convient que le Département du Var participe financièrement à la réalisation de ce projet,

**CONSIDERANT** que le montant total estimé de l'opération est de 1 261 906,00 € HT et que la participation du Département du Var est de 395 315,00 €,

**CONSIDERANT** la nécessité de définir par une convention, les modalités administratives, techniques et financières pour la réalisation de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole TPM et le Département du Var relative à l'aménagement de la phase n°2 de l'avenue Jean Monnet et à la création d'un giratoire sur les RD 76 ET 276 sur la commune de La Crau.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits nécessaires aux travaux seront inscrits sur le Budget Principal AP 2020 - ANTLC-AP2020-J-MONNET-70161.

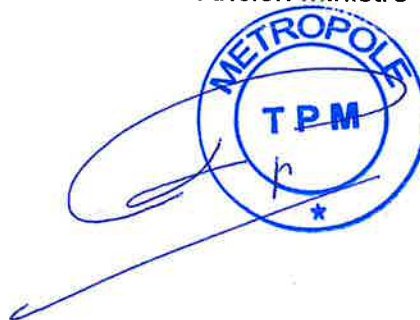
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



REPUBLIQUE FRANÇAISE

## DEPARTEMENT DU VAR

D.I.M./

EA

Acte n° CO 2022-695

**REQUALIFICATION DE L'AVENUE JEAN MONNET A LA CRAU QUARTIER LA MOUTONNE, PHASE 2, DU CARREFOUR RD 76/RD 276 AU LOTISSEMENT TERRE DES VIGNES - CONVENTION AVEC LA METROPOLE TPM**

*(Convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)*

Entre :

**Le Département du Var** représenté par **Monsieur Marc Giraud**, Président du Conseil départemental du Var, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n°G77 en date du 27 juin 2022

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et

**La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée**, sise 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par **Monsieur Hubert Falco**, Président, ancien ministre, habilité à cet effet par délibération n° du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désigné par « La Métropole » d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

## **Article 1. Contexte de la convention et justification de l'aménagement**

Le Département du Var a décidé de participer financièrement à l'aménagement d'une section de la RD 76, classée route à grande circulation (RGC) et dénommée avenue Jean Monnet, quartier de la Moutonne, à La Crau. Une première convention n°CO 2021-076 a été signée le 02 juin 2021 avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée, actant une participation financière du Département plafonnée à 322 390 HT pour les travaux sur cette avenue, entre la rue Jean Mermoz et le carrefour RD 76/RD 276.

La présente convention a pour objet le financement de la deuxième partie de l'opération, du carrefour RD 76/RD 276 et le lotissement Terre des vignes.

Cette opération a pour objectif de requalifier la voie en lui conférant un environnement plus urbain et de sécuriser la circulation de tous ses usagers, automobiles, piétons et cyclistes.

## **Article 2. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet d'autoriser la Métropole à intervenir sur le domaine public départemental et de définir les modalités techniques, administratives et financières de réalisation des travaux décrits à l'article 4, qui sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage et d'œuvre de la Métropole.

## **Article 3. Pièces constitutives**

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 4 annexes :

- Annexe 1 : le plan de situation,
- Annexe 2 : les plans projets,
- Annexe 3 : le constat de réalisation des équipements,
- Annexe 4 : tableau de répartition financière.

#### **Article 4. Nature des travaux**

Les prestations principales sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole sont les suivantes :

- installation de chantier
- travaux préparatoires
- voirie
- réseaux (pluvial, éclairage public)
- signalisation verticale et horizontale

Les travaux à réaliser dans l'emprise du domaine public routier départemental concernent :

- la réfection de la voie de roulement,
- la création d'un réseau d'assainissement des eaux pluviales,
- l'amélioration du réseau électrique public,
- la réalisation d'un espace partagé (déplacement en mode doux piétons/vélos),
- la création d'un giratoire,
- la remise aux normes de la signalisation horizontale et verticale,
- les aménagements paysagers (plantation d'arbres d'alignement et création d'un réseau d'arrosage).

#### **Article 5. Maîtrise d'ouvrage des travaux**

Conformément aux articles L2410-1 à L2432-6 et R2431-1 du code de la commande publique, la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux, y compris ceux situés sur le domaine public routier départemental, décrits à l'article 4 ci-dessus, dans le cadre de la présente convention valant permission de voirie.

#### **Article 6. Maîtrise d'œuvre des travaux**

##### **– Phase réalisation :**

La Métropole assure la maîtrise d'œuvre du chantier.

La Métropole informe l'entreprise au moins quinze jours avant, de la date de commencement des travaux et de la durée d'exécution.

La Métropole invite le Département à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observations sur la qualité des travaux effectués, la Métropole ne peut être tenue responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

##### **– Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :**

Le Département participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

Le Département formule ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non-conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal.

### **Article 7. Approbation technique du projet**

La Métropole réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Les sections de RD considérées étant répertoriées dans le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 des routes classées à grande circulation, le projet sera communiqué par la Métropole au représentant de L'État en application des dispositions du code de la route, articles L 110-3 et R 411-8-1.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation au Département.

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception par le Département des documents concernés. Si l'approbation n'est pas notifiée à la Métropole dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier nécessaire pour des considérations techniques est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée à la Métropole dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme acceptée (acceptation tacite de la demande).

### **Article 8. Déroulement des travaux**

Le Département a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'il juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

### **Article 9. Occupation du domaine public départemental**

La Métropole a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, sur le domaine public départemental.

Avant tout démarrage de travaux susceptibles d'avoir une incidence sur la circulation des RD 76 et RD 276, la Métropole ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, doit obtenir les arrêtés de circulation nécessaires auprès des services de la Commune (en agglomération) sous réserve de l'avis du Préfet s'agissant d'une route classée RGC.

Le projet se situe sur le domaine public départemental. Il ne nécessite pas d'acquisition foncière et cette présente convention vaut permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière.

### **Article 10. Prescriptions techniques particulières**

Les travaux nécessaires pour l'aménagement décrit à l'article 4 ci-dessus sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

#### **– Signalisation du chantier :**

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie :



signalisation temporaire).

Ayant la charge de la signalisation temporaire du chantier, la métropole est responsable du maintien de celle-ci pendant les travaux et des accidents de circulation consécutifs à une absence, ou une insuffisance de signalisation temporaire. Le Département se réserve le droit de rechercher la responsabilité de l'aménageur en cas de mise en cause de sa responsabilité civile dans le cadre de ces travaux, soit par voie d'appel en garantie, soit par voie d'action récursoire.

**– Coordination de sécurité et protection de la santé :**

La Métropole désigne un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé lors du lancement du chantier.

**– Achèvement et réalisation des travaux :**

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 3).

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : **monsieur le directeur général des services techniques ou son représentant légal.**

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : **monsieur le chef du pôle territorial Provence Méditerranée ou son représentant légal.**

Le constat ne peut être signé qu'après la fourniture du DOE et du DIUO des ouvrages exécutés.

**Article 11. Financement de l'opération**

**Estimation de l'opération :**

Tous les aménagements sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A titre indicatif, le montant total de l'opération est estimé à 1 261 906 € HT.

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais de la Métropole avec la participation financière du Département à concurrence de **395 315 € HT** qui correspondent aux travaux de chaussée.

**Taxe sur la valeur ajoutée :**

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

### **Conditions de paiement :**

Le versement par le Département est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou le serait au prorata des travaux réalisés.

Le règlement de la participation financière du Département s'effectue selon les modalités suivantes :

**-100% du montant HT** versé à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3) de la présente convention, signé par les deux cosignataires, attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par la Métropole.

Le Département s'engage à adresser le titre de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par la Métropole, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

### **Article 12. Exploitation et entretien des ouvrages**

L'exploitation et l'entretien de l'aménagement réalisé seront effectués selon les dispositions de l'article 3 et de l'annexe 3 de la convention CO 2019-1181 du 4 décembre 2019 relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la métropole.

### **Article 13. Conditions suspensives**

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par la Métropole de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non-respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

### **Article 14. Durée de la convention**

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa signature, sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec AR deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux

réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception par l'entreprise des travaux réalisés par la Métropole, cette réception étant formalisée par constat contradictoire de la réalisation des équipements (annexe 3).

La Métropole et le Département se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois tant que les travaux n'ont pas démarré.

## **Article 15. Règlement des différends**

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

### **A – Litiges**

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par la Métropole et l'autre par le Département. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

### **B – Responsabilités**

La Métropole est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé à la Métropole ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, le Département ne peut pas, ultérieurement, mettre en cause la responsabilité de la Métropole dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

### **C – Recours suite aux travaux**

Le Département donne mandat à la Métropole, dans le cadre des travaux prévus par la présente convention dont elle a la maîtrise d'ouvrage, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant du domaine public communal. La Métropole se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

## **Article 16. Communication**

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

**Article 17. Caractère exécutoire et notification**

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement à la Métropole et au Département, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

**A Toulon, le**

**Pour la Métropole  
Le Président**

**Hubert FALCO**

**Fait à Toulon, le**

**Le Président du Conseil départemental**

**Marc GIRAUD**

## ANNEXE 1 – Plan de situation



## ANNEXE 2 - Plan projet



### ANNEXE 3 – Constat de réalisation des équipements

Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Il a été constaté que :

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues. (1)

Les équipements décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département

Le Représentant de la Métropole

Le chef du pôle Provence Méditerranée  
ou son représentant légal

Le directeur général des services  
techniques ou son représentant légal

(1) Rayer la mention inutile



## ANNEXE 4 – Tableau de répartition financière

*Les montants sont basés sur l'estimation prévisionnelle.*

Désignation	Montant HT	Participation Département HT	Participation Métropole HT
Installation de chantier	70 035,00	19 197, 50	50 837, 50
Travaux préparatoires	101 827,00	3 978,60	97 828, 4
Voirie	765 878,00	369 025,00	396 853, 00
Réseaux	248 342,00	0, 00	248 342,00
Signalisation verticale et horizontale	75 824,00	3 114,00	72 710,00
<b>Total HT</b>	<b>1 261 906, 00 €</b>	<b>395 315,10 €</b>	<b>866 570, 90 €</b>

